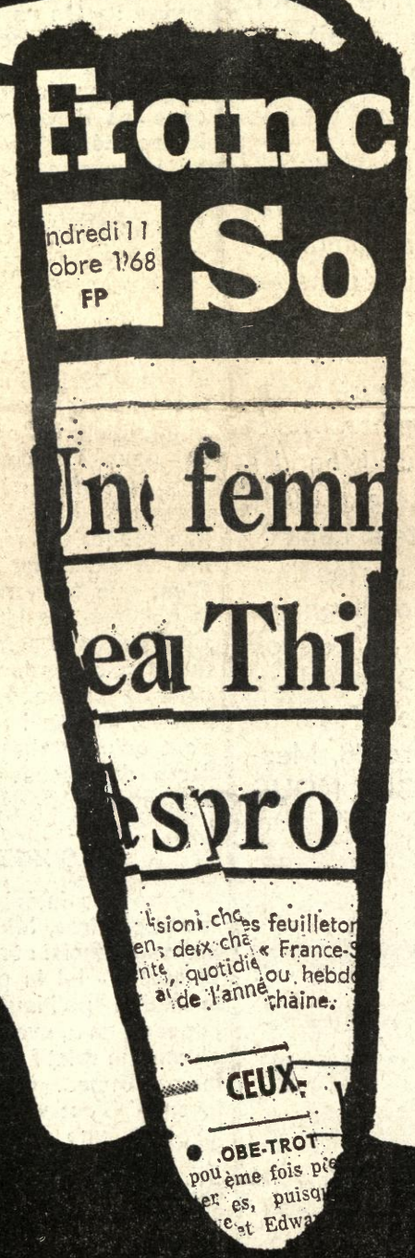
ACTION

N° 29 ● VENDREDI 11 OCTOBRE 1968 ● PRIX : 0,50 F ● REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION ● ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5e, Tél. 633-76-61 et 633-26-67

INTOXIQUEZ-VOUS !



LA MARIÉE N'EST PAS TROP BELLE

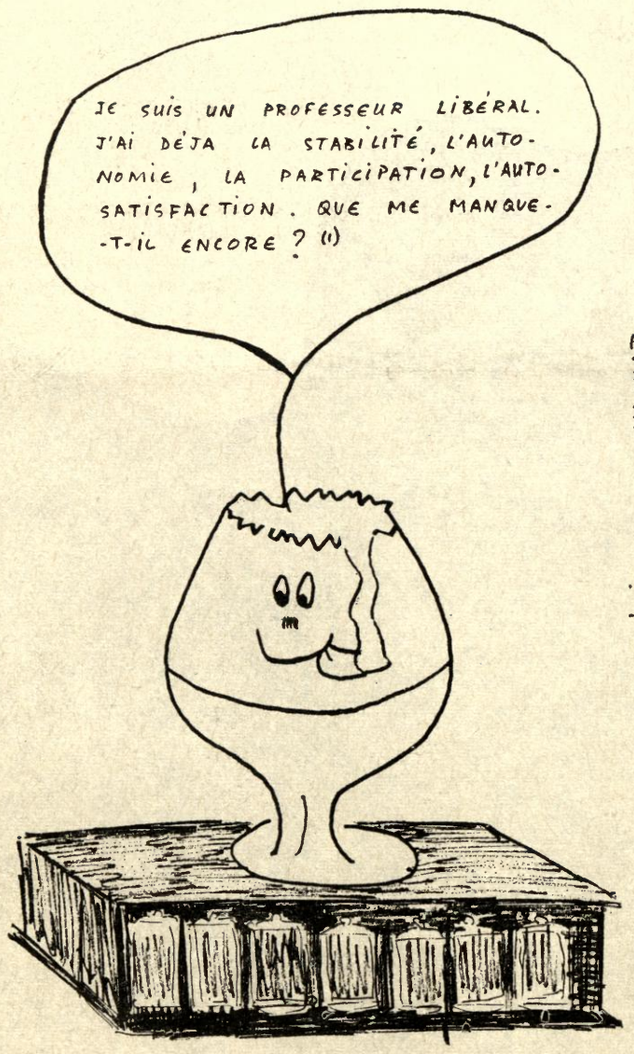
La Loi sur l'Enseignement supérieur est en passe d'être votée. Une mise en condition de l'opinion se développe : curieusement le même jour, un éditorial de Ferniot dans **France-Soir** à propos d'un sondage I.F.O.P. (voir ci-dessous) et un article de Monod dans **Le Monde.**

A l'écœurante entreprise de **France-Soir,** la fine fleur du Réformisme universitaire prête une plume complaisante. Monod n'est ici que le mandataire consentant du libéralisme éclairé. Mais que l'argument est lourd, qui tente d'amalgamer réactionnaires et « enragés » dans leur opposition à la réforme ! En d'autres temps, on expliquait aussi que le soutien actif au F.L.N. algérien servait dans l'opinion les partisans de l'Algérie française.

La Réforme ne nous donne pas satisfaction. On parle de « participation », mais seulement sur des points secondaires (organisation pratique, horaires, etc.) ou vagues (programmes, examens). Rien sur des points importants et précis : on décide des implantations universitaires, mais hors de tout contrôle des étudiants ; rien sur la possibilité qui doit leur être donnée de renvoyer à ses chères études au bout de quelques mois le professeur qui fait la preuve de son incapacité. On parle de supprimer le bachotage, mais les examens successifs demeurent (ex. : 1re année) ; on envisage de détruire les féodalités, mais l'agrégation reste en place, et la Thèse de Doctorat est inchangée. Bref, on parle beaucoup. Mais puisque l'action paie, nous on agira.

La Réforme d'Edgar Faure ne peut pas répondre au double but que nous assignons à l'Université : critique permanente de la Société, centre de formation pour les catégories de la population qui n'y ont pas actuellement accès. **Bref, une Université critique au service des travailleurs.** Au moment où cette exigence doit se traduire en mot d'ordre, cela veut dire : **tout le monde a le droit d'entrer à l'Université, que ce soit pour y travailler comme il l'entend pendant ou après les heures de cours.**

Cette réforme est un leurre dans les conditions actuelles. Non pas tant parce que les réactionnaires de tout poil vont s'efforcer de la vider au maximum de son contenu, mais parce que l'ensemble du régime est réactionnaire. Son but est de « donner un os » à un secteur remuant pour continuer pendant ce temps sa politique anti-populaire. Serons-nous complices ? S'est-on vraiment battu en Mai pour rafistoler nos horaires et planifier nos examens ? Non, dans ce sens, Monod a raison. La lutte universitaire ne nous intéresse qu'en second lieu. Qu'importe une belle Université si dans ce pays la jeunesse en chômage se fait traquer par les flics, si la Presse ment à qui mieux mieux, si les conditions de travail sont toujours plus aberrantes, si le pouvoir d'achat se dégrade. Une civilisation de l'Ordre Moral tente de se restaurer. C'est à l'Université de refuser ce **désordre légal,** et c'est toujours, en octobre 68, Messieurs les Faurophiles, **CE POUR QUOI NOUS NOUS BATTONS !**



Haro sur les "zozos"

Que Mitterrand fiche le camp, c'est plutôt une bonne nouvelle. L'homme de toutes les compromissions, de tous les marchandages, le ministre de l'Intérieur auquel Marcellin n'a rien à envier sinon l'ancienneté, le symbole de la pourriture parlementaire, de la prostitution politique, qui a fini par rendre le gaullisme supportable **à une partie des masses françaises, Mitterrand donc, se voit contraint à la semi-retraite.**

PLACE AUX JEUNES

N'exagérons rien : derrière lui, la meute social-démocrate est prête à la relève. Mollet, ancien ministre de de Gaulle, Lacoste, le tortionnaire d'Alger, Max Lejeune, le bon copain de Tixier Vignancour, sans oublier les « jeunes loups » de la Convention, comme Mitterrand les avait baptisés, rendant hommage à l'arrivisme et au carriérisme de ses disciples auxquels il a donné un si vivant exemple. C'est pour eux qu'il a, dimanche, prononcé son discours d'adieu. Discours à l'image de l'homme. Hypocrisie : « Je considère le mouvement de mai comme profond, sain et juste. » Opportunisme : « Les étudiants qui se sont révoltés ont marqué l'ébranlement d'une certaine société... A ce titre, ils doivent être salués. » Bassesse et mensonge : « On ne conquerra pas la France... en construisant des barricades qu'on laisse enlever par des bulldozers de la police sans les défendre 5 minutes. » Imbecillité satisfaite : « Quant au programme, alors pitié ! Je croule sous les programmes, je suis imbattable. »

A TOUS LES RATELIERS

Bref, Mitterrand règle ses comptes. Et il ne nous aime pas. Pendant longtemps, aussi lâche que prudent il s'était bien gardé de nous condamner ouvertement. A la fin mai, un brevet de barricades ça valait bien un ruban rouge. On récupérait comme on dit. Et ça n'a pas payé. C'est que Mitterrand, pour qui la politique n'a jamais passé le seuil des marchandages électoraux, était bien incapable d'imaginer la portée d'une lutte populaire. Ce qu'il avait compris, c'est qu'une telle lutte dressait l'acte de décès de la social-démocratie.

LES ZOZOS

Entre ses intérêts et les luttes populaires, Mitterrand a rapidement choisi : tous aux urnes. Laissons - lui la parole : « La formation politique à laquelle j'appartiens a, avec le gaullisme, obtenu un relatif succès. » Avec le gaullisme... On ne l'a pas inventé. C'est vrai que l'U.D.R. lui doit une fière chandelle. On a les satisfactions qu'on peut. Mais aujourd'hui il faut bien faire payer la casse. Si le gaullisme a pu se relever en juin et remporter sa plus grande victoire depuis 1958... c'est de la faute au mouvement de mai, « confisqué par des groupuscules, des responsables qui l'ont politisé d'une façon électoraliste et partiale au bénéfice de quelques « zozos », soi-disant révolutionnaires ». On croit rêver. Qui a confisqué le mouvement ? Qui a sauvé la mise au capitalisme en réclamant à cor et à cri des élections ? Qui, sinon ces groupuscules qui ont nom, entre autres, S.F.I.O. ou Convention des institutions républicaines, ou F.G.D.S. (qui ne fait qu'additionner deux groupuscules et quelques débris radicaux) ? Et au nom de quelle stratégie, sinon la stratégie « électoraliste » au profit des notables qui, balayés par le mouvement, n'avaient pour seul objectif qu'une place au Palais Bourbon ? C'est cela que Mitterrand appelle la « gauche conquérante et généreuse » : cette gauche médiocre et impuissante que mai a balayé et dont nous ne voulons plus.

LOI D'ORIENTATION : HISTOIRE D'UN BLUFF

Dans le journal « Le Monde » du 8 octobre, M. Jacques Monod dénonce « l'étrange alliance (qui) se noue actuellement entre la droite conservatrice, les desesperados du gauchisme à outrance et le mandarinat universitaire classique ». Non content de jouer sur l'incompréhension d'un grand public à qui l'on assène depuis des semaines l'image d'un Edgar Faure révolutionnaire ne rencontrant que la hargne de la part des enragés, M. Monod ne tarit pas sur ce projet dont dépendent « l'avenir de notre jeunesse, l'expansion de notre culture, l'épanouissement de la société et l'idée même que nous pouvons nous faire de la France de mai ». On le voit, ce prix Nobel a beaucoup appris du Mouvement de Mai.. Cela ne vaudrait certes pas la peine d'en parler si M. Monod ne cautionnait de son prestige Nobel la manœuvre grossière du pouvoir que la grande presse, la radio et la télévision et le camp dit « libéral » tentent de couvrir.

A force en effet de monter en épingle, les grands duels parlementaires entre M. Edgar Faure et les ténors de l'ordre moral (de M. Sanguinetti à M. Fouchet), à force de faire mousser les grands mots dont s'est servi le Ministère pour habiller sa réforme, à force enfin de ne parler des étudiants contestataires qu'aux prises avec la confusion et le chaos de leurs assemblées, une partie du public qui participa sincèrement au Mouvement de Mai, est désorientée. Que veulent les étudiants ? Ne leur propose-t-on pas une réforme dont les principes sont ceux qu'ils avaient eux-mêmes mis en avant en Mai et Juin dernier : L'autonomie, la cogestion, la liberté d'expression politique. Pourquoi ne soutiennent-ils pas M. E. Faure pour résister « aux autres », à la réaction ? Et que proposent finalement les étudiants ?

BROUILLONS LES PISTES

Ce faisant, on fait tout pour brouiller les pistes. On érige l'Université en système clos, indépendante des luttes politiques générales et des contradictions sociales et économiques. On s'ingénie à confondre des revendications partielles que peuvent demander les étudiants dans tel domaine et la réalité d'un mouvement révolutionnaire qui ne peut en aucun cas avoir pour but une réforme universitaire.

Et pour ce qui est de M. Edgar-Faure lui-même, on ne tarit pas sur la défense intransigeante dont il fait preuve dans le débat parlementaire pour maintenir les principes fondamentaux de sa réforme, en oubliant tout simplement que ces « principes » ne sont que les pâles reflets de ses premiers projets autour desquels on a fait tant de publicité.

Il faut effectivement revenir un peu en arrière pour dévoiler le jeu du pouvoir. En Mai et en Juin, étudiants et enseignants occupent leurs facultés, déboulonnent l'appareil archaïque, autoritaire et bureaucratique qu'est l'Université. Dans la plupart des établissements ils affirment que dorénavant chaque université sera autonome, sera gérée par ses usagers (étudiants et enseignants) et qu'y régnera une entière liberté d'expression politique et syndicale.

Et puis commence l'opération Edgar Faure.

Premier moment : répression. Poujade dénonce l'affreuse anarchie qui a régné dans les facultés. Marcellin se déclare prêt à tout pour sauver l'ordre.

Deuxième moment : M. Edgar Faure, homme politique avisé estime que la révolution de Mai a révélé de quel mal profond souffre l'Université. Il se propose d'être le grand manitou de sa reconversion et reprend plein d'audace, les mots devenus magiques d'autonomie, de cogestion et de liberté d'expression.

Il affirme qu'introduire à l'Université ces principes n'est pas forcément faire la révolution — ce en quoi il avait parfaitement raison : nombreuses sont les Universités de pays capitalistes comme l'Allemagne ou certains Etats des Etats-Unis, où ces principes sont depuis longtemps appliqués. Indéniablement, M. Edgar-Faure entend faire disparaître les aspects les plus archaïques et les plus féodaux, incompatibles avec une modernisation de l'Université. L'esprit de ces projets de réforme est bien sûr déjà éloigné des projets qu'étudiants et enseignants ont élaboré. Cependant, dans de nombreux domaines les intentions du ministère de l'Education nationale sont conformes à ce que de nombreux universitaires demandent depuis plusieurs années.

ON S'ARRANGE TOUJOURS...

Troisième moment : Levée de boucliers des attardés mentaux de l'U.D.R. et des mandarins réactionnaires de l'Université. Les premiers ne peuvent pas comprendre que l'Etat, à côté de sa tâche de répression, doit également « faire de la politique » : il faut répondre politiquement à la crise de Mai, il faut également transformer les rapports qui régissent l'Université conformément aux transformations sociales et économiques. Quand aux seconds, vieux routiers de l'autoritarisme féodal, ils défendent leur vieille peau et leurs privilèges dépassés. M. Faure, décidément très réaliste, sait composer. Il émascule la plupart de « ses principes ». L'autonomie de l'Université ? Il la réduit à l'existence de conseils de l'Université, consultatifs et impuissants face à l'autorité de recteurs, représentants de l'Etat et toujours nommés par lui. La cogestion de l'enseignement ? Sous la pression de l'U.D.R. et des mandarins, Edgar Faure la supprime pour tout ce qui concerne les problèmes un tant soit peu importants : le recrutement des enseignants, la répartition des enseignements, l'organisation des examens.

Quant à la liberté d'expression politique, preuve est déjà faite que la pratique du pouvoir et des doyens se conforme à l'article hypocrite qui la « réglemente » : « Les étudiants disposent de la liberté d'information... dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement et de recherche, qui ne prêtent pas à monopole ou propagande et **qui ne troublent pas l'ordre public.** » Autrement dit, les étudiants peuvent s'informer de politique à la seule condition que cela soit rigoureusement inoffensif et inodore.

DEBAT POUR LA GALERIE

Dernier moment : parodie de bataille politique au Parlement. Edgar Faure « se montre intransigeant » alors qu'en fait il a cédé sur l'essentiel **avant** la session parlementaire.

Sans doute, restera-t-il quelque chose de ce grand guignol. Effectivement, le pouvoir a souvent su profiter de crises politiques majeures pour réaliser des réformes indispensables qu'il n'avait su imposer auparavant, impuissant devant l'impéritie des castes conservatrices. Sans doute, dans certaines facultés, la loi d'orientation sera-t-elle appliquée dans l'esprit des premières intentions d'Edgar Faure. Là, n'est pas l'essentiel.

LE BLUFF D'EDGAR FAURE

L'essentiel est ailleurs : non content de s'être refusé à toute réforme démocratique élémentaire, le pouvoir veut grâce à un bluff gigantesque apparaître comme le grand réformateur légitimant l'élimination de tous les fauteurs de troubles. Cela suppose qu'on ait des ennemis à droite comme à gauche mais le pouvoir sait déjà reconnaître les siens, les vrais, ceux que M. Monod nomme « les desesperados du gauchisme à outrance », autrement dit les étudiants et les enseignants qui ont participé au Mouvement de Mai.

Ce bluff ne veut pas dire que toute réforme universitaire passe par le pouvoir. S'il utilise à son profit — et à son ordre — les transformations qui se sont faites dans divers établissements, les dispositions du pouvoir sur l'autonomie seront en-deça de la situation réelle des écoles et des facultés. Les étudiants et les enseignants peuvent imposer, en dehors de la loi d'orientation, des mesures qui améliorent réellement certains domaines de la vie universitaire. Mais cette bataille passe par la mise à nu du bluff gouvernemental. En particulier, l'exercice des libertés politiques, l'utilisation des centres universitaires comme forums de la lutte politique.

Dans ce cadre, le véritable enjeu pour le courant révolutionnaire ne sera pas tant la lutte pied à pied contre les dispositions de la loi d'orientation que la mise en échec de la politique du pouvoir sur le front universitaire. Car que cherche le gouvernement sinon à engager l'avant-garde étudiante dans une bataille épuisante pou rla suppression des mécanismes qui régissent obligatoirement l'Université dans le système actuel et que M. Edgar Faure nomme réforme fondamentale de l'Université ? Or s ile Mouvement de Mai peut gagner la bataille sur le plan idéologique, s'il peut rassembler les étudiants et de nombreux enseignants pour faire des facultés autre chose que des pépinières d'idéologues bourgeois et de gérants du Capital, il sait pertinemment que toute réforme démocratique globale de l'enseignement est illusoire dans une société capitaliste. La tâche du courant révolutionnaire est de le démontrer pratiquement. L'organisation générale de l'enseignement sera encore au service du capitalisme mais le mouvement est en mesure d'utiliser immédiatement **le terrain** universitaire au profit d'une lutte politique qui dépasse justement le cadre de l'Université.

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER
Grandes Imprimeries « Paris Centre »
142, rue Montmartre Paris (2e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

LA BONNE "CONSCIENCE" DE LA POLICE OU DU RIFIFI EN BANLIEUE

Le Préfet de Police de Paris, « toujours soucieux de concret » a offert samedi dernier aux journalistes une petite course d'automobile : avec le ton amical et serein que donne le sentiment du devoir accompli, M. Grimaud a fait la démonstration « concrète » de l'efficacité de ses services. En « visitant » (mais oui) les barrages de police installés en Banlieue, les invités ont pu constater et éprouver la technique de répression contre les jeunes utilisée par la police. On appelle ça la lutte contre la délinquance juvénile, parce que comme chacun sait, les criminels les plus redoutables ce sont les jeunes; la « pègre » quoi, comme dit Fouchet. Et puis pas n'importe quel jeune : non, la France a encore une jeunesse saine, raisonnable, celle qui habite dans les beaux quartiers de Paris ou dans les résidences secondaires de leurs parents. Mais qu'un groupe de jeunes travailleurs sorte en chantant et en criant du bal le samedi soir, comme l'autre jour à Saint-Valéry-sur-Somme, et hop là ! les gendarmes présents sur les lieux (à tout hasard !) les embarquent.

Banalités et banal incident, d'agents trop consciencieux. Voire ! Car depuis Mai-Juin, certaines choses ont changé qui inquiètent les bonnes âmes et les défenseurs en uniforme de l'ordre rural. Les jeunes de Saint-Valéry-sur-Somme ont répondu à la provocation policière, ils n'ont pas hésité à attaquer la gendarmerie pour faire comprendre aux flics que désormais ils ne pourraient plus se permettre n'importe quelle brimade ou exaction. Résultat : M. Grimaud, un peu inquiet, tente une opération publicitaire. Elle vise à être une démonstration de force, en même temps qu'à réclamer du renfort en déplorant le « sous-équipement administratif » de la Banlieue parisienne (doux euphémisme).

La « pègre », ça nous connaît, nous en sommes depuis le mois de Mai. Avec nos moyens, dans ce journal, nous voulons contribuer à la défense des jeunes ouvriers, des jeunes chômeurs, des lycéens et étudiants qui en Banlieue ou au Quartier Latin sont en lutte à de perpétuelles vexations de la Police; quand ce ne sont pas des actes plus graves comme l'arrestation arbitraire ou les coups.

LE RAPPORT DES FORCES

Aujourd'hui entre en application une loi du 10 juillet 1964. La Préfecture de Police étend sa compétence sur les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Cette loi a pour but d'appliquer à ces 3 départements le système policier qui a fait ses preuves à Paris. On sait qu'à Paris les commissariats d'arrondissement sont spécialisés dans la police de la voie publique tandis que les commissariats de quartiers, dépendant de la Police judiciaire, sont chargés des questions administratives. Autrefois, en banlieue les commissariats cumulaient les fonctions de répression et la fonction d'administration. Le développement de la population de banlieue et notamment de la population jeune exige que la force de répression soit immédiatement disponible et déchargée des tâches administratives.

Pour la Police judiciaire, en plus des commissariats de quartiers, il y a 12 brigades territoriales chargées de la « pègre ». 9 sont installées à Paris (voir l'annuaire du téléphone). La 10e est Chaville, 7, av. Talamon, la 11e à Aulnay-sous-Bois, 28, rue Louis-Barrault et la 12e à Villeneuve-Saint-Georges, 162, rue de Paris.

En 1967 la Préfecture de police alignait 70 commandants, 194 officiers de paix principaux, 389 officiers de paix, 3 287 brigadiers et 18 350 gardiens, soit 22 290 personnes en uniforme. Elle comptait aussi 5 000 policiers en civil. Ces effectifs sont gonflés aujourd'hui des policiers déjà en service dans les nouveaux départements. A cela il faut y ajouter les forces d'appoint : quelque 4 500 C.R.S. et 4 ou 5 casernes de gendarmes. Ceci n'est pas énorme. Il suffit d'une manifestation incontrôlée de 5 000 personnes pour épuiser les effectifs de police. A Beaujon, l'autre jour, nous étions gardés par les policiers de la Fanfare de la Préfecture. Gendarmes mobiles et Corps Urbains étaient mobilisés à la Concorde, à Iéna et ailleurs.

La solution adoptée aujourd'hui par la Préfecture est désespérée. La P.P. ne peut contrôler 8 millions de personnes. Son pouvoir s'appuie sur le bluff : stationnements de cars sur la voie publique, contrôles d'identité incessants, visites des bistrots et salles de jeux, patrouilles à pied et en voitures-pièges.

L'ORDRE MORAL

Si on analyse les statistiques des arrestations on s'aperçoit que les mineurs sont particulièrement visés. En 1967 sur un nombre total de 42 117 arrestations, il y a 6 155 moins de 18 ans et 5 485 mineurs de 21 ans. Depuis 1958 le nombre d'arrestations des mineurs est en augmentation constante alors que le nombre total des arrestations est en diminution. La nature des infractions commises indique bien que la police a d'abord pour tâche d'imposer non pas la loi mais l'ordre moral.

En 1967 : 724 arrestations pour vagabondage, 456 pour évasions et 49 pour outrage à agents (ce qui montre le dynamisme des jeunes) mais 1 pour assassinat et 1 pour viol.

De même l'analyse des motifs d'intervention de la police ou des C.R.S. est significative. Pour toute la France, en 1967 les policiers ont contrôlé 335 887 jeunes, admonesté 47 085, surveillé, en raison des antécédents, 13 802, trouvé faisant l'école buissonnière 3 893 (ce qui est peu). Les C.R.S. ont contrôlé 93 281, fiché 9 550, interpellé 957, admonesté 10 076, grondé pour tenue incorrecte 5 032, grondé pour attitude turbulente 3 891. On voit bien que la police, et par elle la bourgeoisie, reproche essentiellement à la jeunesse de contester le style de vie (mauvaise tenue) mais aussi de ne pas avoir de travail (vagabondage) ou de critiquer l'école (fugues dont le chiffre maximum se situe entre mai et juin et au début octobre).

Les flics font semblant de jouer les papas et les mamans. Les C.R.S. se déguisent en moniteurs. Ils est amusant de savoir qu'entre autres sports, les C.R.S. apprennent aux jeunes gens à tirer au revolver.

AUTODEFENSE

Tout flic a le droit de contrôler l'identité des citoyens. Il peut emmener ledit citoyen au poste pour effectuer ce contrôle. Dans ce cas on parle de garde à vue. Mais tout citoyen doit savoir :

— que la carte d'identité n'est pas obligatoire;

— que la garde à vue ne peut pas dépasser 48 heures sauf quand il s'agit d'un crime contre la sûreté de l'Etat;

— que tout arrêté peut demander à voir un médecin et, après 24 h., l'exiger;

— qu'après 48 h. le détenu doit ou être libéré, ou être déféré devant un juge et, dans ce cas, avoir un avocat.

Donc il est utile d'avoir toujours sur soi le nom et le numéro de téléphone d'un médecin et d'un avocat.

Les armes juridiques sont évidemment insuffisantes; elles doivent être utilisées, mais elles sont truquées. C'est là que peuvent intervenir à la fois les groupes de jeunes et les Comités d'Action en organisant leur autodéfense. Comment ?

— D'abord en identifiant systématiquement les flics en civil qui surveillent, de façon à ce que tout le monde connaisse leur tête et ne puisse ignorer le métier qu'ils font (les montrer, les photographier si on peut et afficher leurs photos).

— En collectant tous les témoignages possibles sur les provocations policières et en les envoyant à **Action** pour que la plus large publicité leur soit faite. Il faut que très vite, plus un seul flic ne se sente la possibilité d'intervenir contre les jeunes (travailleurs, chômeurs, etc.), sans que cela se sache partout. MM. Grimaud et Cie veulent « créer un climat d'insécurité chez les malfaiteurs » comme ils disent. Nous aussi, nous créerons un climat d'insécurité chez les flics pour qu'ils y regardent à deux fois avant de se laisser aller à leurs « mauvais sentiments ». La Police n'aime pas qu'on révèle à sa place ses agissements.

— En restant le plus possible en nombre. Que les Comités d'Action tiennent leurs meetings, pas seulement dans les marchés ou à la sortie du métro, mais aussi près des squares et autres lieux publics où se réunissent les jeunes. Chacun se protégera mutuellement. Lorsqu'à Alésia, le vendredi soir, les jeunes travailleurs de la Banlieue Sud, avec leurs motocyclettes se réunissent au cours d'une sorte de « Bourse aux Motos », ils sont 400, ces « blousons noirs ». La Police est là, bien sûr. Mais à distance respectable; elle n'ose jamais intervenir.

C'est l'exception; mais on n'est pas forcé d'être 400 pour s'amuser dans la rue et pour faire hésiter les flics à intervenir. On peut trouver d'autres moyens pour décourager les initiatives intempestives de ces Messieurs. Ayons un peu d'imagination !

MEXICO : LETTRE DU COMITÉ NATIONAL DE GRÈVE

Au moment où les Jeux Olympiques commencent, une répression sauvage s'abat sur les travailleurs et les étudiants mexicains. La délation et la calomnie s'ajoutent aux arrestations et aux enlèvements des militants. A Mexico comme ailleurs il faut que l'ordre règle. Mais les brigades d'explication mise en place par le mouvement populaire se renforcent. Partout en Amérique Latine d'autres foyers de luttes se manifestent. Les Jeux Olympiques ne seront plus une grande victoire de l'ordre impérialiste : tout juste une parade dérisoire et celà est déjà une grande victoire pour le peuple mexicain.

Les deux textes que nous publions ci-dessous proviennent du Comité national de grève (C.N.H.) de Mexico.

Le premier est extrait d'une lettre adressée à l'U.N.E.F. Le second résume le bulletin de presse du C.N.H. après la provocation meurtrière de la place des Trois-Cultures.

BULLETIN DE PRESSE

Le 2 octobre 1968, le Conseil National de Grève organisait, en accord avec l'appel qu'il avait adressé au préalable au peuple de la ville de Mexico, un meeting place des Trois Cultures.

A 18 h. 15 environ, alors que la réunion, qui s'était jusque-là déroulée pacifiquement, était sur le point de s'achever, le gouvernement mexicain a commis un des crimes les plus sanglants de notre histoire, massacrant les représentants du Conseil National de Grève, étudiants et gens du peuple, qui étaient encore rassemblés en nombre considérable pour écouter les derniers orateurs.

Les orateurs du C.N.H. utilisaient comme tribune le troisième étage de l'immeuble Chihuahua lorsque commença la provocation qui allait se dérouler de la manière suivante :

1. — Le signal de l'attaque fut donné par le lancement de trois feux de bengale, chacun composé de trois lumières.

2. — Des policiers en civil se lancèrent à l'assaut de la tribune, frappant et réduisant brutalement au silence l'orateur, qui fut certainement tué à cet instant. Les provocateurs utilisaient comme signe de reconnaissance un gant blanc qu'ils portaient à la main gauche ; ils tinrent en respect au bout de leurs armes les membres du C.N.H. et les journalistes présents sur la tribune, tandis qu'ils tiraient sur le peuple amassé sous le balcon. La présence de ces individus démontre clairement l'existence d'une provocation parfaitement organisée.

3. — Avec une synchronisation évidente, l'armée, qui jusqu'alors ceinturait la manifestation, commença à ouvrir le feu, tirant indistinctement sur tous ceux qui essayaient de fuir pour se mettre à l'abri.

4. — Bien qu'à aucun moment les manifestants n'aient répondu à cette attaque, l'armée et la police continuèrent à tirer sans arrêt, avec des armes de tous calibres, y compris des mitrailleuses montées sur des chars d'assaut, pendant environ deux heures, puis sporadiquement, jusqu'aux premières heures du matin.

5. — Tandis que la police continuait à tenir en respect les journalistes et photographes, les membres du C.N.H. furent conduits dans les sous-sols de l'immeuble, où les agents de la police les déhabillèrent et les assassinèrent froidement

6. — Sur les 10 000 personnes présentes, le C.N.H. estime qu'il y eut 200 morts, 500 blessés graves et près de 2 000 arrestations. Nous sommes certains qu'avant d'évacuer les journalistes, l'armée et la police firent disparaître les morts et les blessés et nettoyèrent les taches de sang.

Le Conseil National de Grève déclare qu'il n'abandonnera pas la lutte et qu'il ne la considère en aucune manière comme terminée. Bien que la répression ait atteint des niveaux inouïs en pays civilisé, niant tout droit d'expression, de réunion ou de manifestation, assassinant, poursuivant et emprisonnant les étudiants, les groupes qui leur manifestaient leur solidarité et le peuple en général, le C.N.H. se tient aujourd'hui plus que jamais à la tête de la lutte citadine.

Nous comptons sur la solidarité et l'appui du peuple mexicain, tous les établissements d'enseignement supérieur de la ville se trouvent **à nos côtés, et presque toutes les universités** de province appuient notre lutte et s'en déclarent solidaires.

Une fois de plus le gouvernement a endeuillé du sang de nos camarades la cause du peuple. Nous demandons à la presse nationale et étrangère de juger s'il est admissible que dans un pays qui va recevoir ces jours-ci les Jeux Olympiques, on puisse tolérer sans protester une répression aussi barbare, et qui est sans équivalent même dans des pays où règnent des dictatures non dissimulées.

NOUS POURSUIVRONS LA LUTTE TANT QUE N'AURONT PAS ETE SATISFAITS LES SIX POINTS DE NOTRE REVENDICATION.

Conseil National de Grève
Mexico, le 3 octobre 1968.

LETTRE A L'U.N.E.F.

Camarades,

Nous vous écrivons cette lettre dans une période tragique pour le peuple mexicain ; les forces réactionnaires quasi fascistes, ayant à leur tête le Président Diaz Ordaz, se sont déchaînées brutalement, assassinant, emprisonnant des centaines de personnes pour le seul délit de protester contre le despotisme et la répression policière, seule arme politique d'un régime antipopulaire, antidémocratique, face à notre mauvement si héroïque et exemplaire.

La répression a fait couler des flots de sang, dans une volonté désespérée du gouvernement pour écraser notre mouvement. L'appui populaire est indiscutable : c'est le peuple lui-même qui a affronté la police.

De par cette situation, et parce que, de fait, les garanties individuelles ont été suspendues et que « les droits de l'homme » ne sont plus qu'une phrase creuse, parce que nous considérons nécessaire la solidarité de tous les étudiants du monde, nous vous écrivons cette lettre et nous espérons que vous la diffuserez.

JUSQU'A LA VICTOIRE TOUJOURS !

Le Conseil National de Grève.

LES EXPULSIONS CONTINUENT

22 jeunes étrangers figuraient parmi les 600 « interpellés » à la suite de la manifestation de solidarité au peuple mexicain du 3 octobre. 14 d'entre eux ont dû être relâchés : ils passaient à Paris à l'occasion d'un voyage touristique. 4 autres ont fait l'objet d'un avertissement (parmi eux, un jeune Péruvien dont le tort principal était d'habiter à 200 mètres du lieu de son arrestation).

Deux étudiants n'ont pas eu cette chance : l'une canadienne, l'autre chilien, ont été immédiatement expulsés. Ce dernier, étudiant en philosophie à la Sorbonne, devait passer prochainement ses examens. La police n'a pu prouver sa participation à la manifestation, qu'importe : il faut bien faire des exemples.

Mais il y a pire encore : six étudiants d'Afrique du Nord, arrêtés avec les autres, ont été isolés de leurs camarades et aucun des avocats chargés de suivre les affaires d'expulsions n'a pu savoir ce qui leur était advenu. Où sont-ils aujourd'hui ? Seuls les ratonneurs de Grimaud le savent.

Encore une fois la police chauvine et raciste a fait son travail. Avec la complicité de toute la presse, qui couvre, par son silence, l'arbitraire policier.

La protection de nos camarades étrangers, la défense de leur droit à la libre expression politique dans notre pays sera un impératif majeur de notre action.

LA PAROLE AUX COMITÉS D'ACTION

Depuis la publication dans « Action » d'un texte du C.A. du XIIIe, de nombreux C.A. ont exprimé le désir d'ouvrir une discussion. Celle-ci peut se mener sous toutes les formes, assemblées générales, rencontres, bulletins. Action entend y contribuer dans ses colonnes. Ce débat témoigne de la vitalité du mouvement. Nous publions cette semaine une prise de position du C.A. de Sarcelles. La semaine prochaine nous donnerons la parole au C.A. du 3e.

Signification des C.A.

Regroupement contestataire en vue de lutter contre l'aliénation des travailleurs, d'informer et de développer par l'agitation ,la propagande et la culture, la conscience de la classe ouvrière dans la crise présente.

Pour cela il est nécessaire :

1) D'élaborer une ligne politique minimale au travers de laquelle toutes les tendances et toutes les individualités l'ayant acceptée agiront dans une dynamique révolutionnaire.

2) De créer des liens **non bureaucratiques** permettant d'informer et de coordonner les différents C.A. entre eux en vue d'une action d'une ampleur locale, régionale, nationale, et de soutient de tout mouvement révolutionnaire international.

Ce que nous refusons :

La société actuelle est tout entière dominée par la classe bourgeoise qui n'existe et n'agit que par la perpétuation de l'exploitation économique, politique et culturelle de la classe ouvrière et, ce au travers des transformations techniques de son mode de production — planification, nationalisation à allure pseudo socialiste ,intéressement, participation, etc.

Cette exploitation s'exerce à tous les niveaux, par une main-mise sur les moyens de production, de distribution et d'information.

Le moteur unique de ce système étant toujours le profit, la condition première de sa subsistance et l'aliénation de la société et la répression brutale de toute poussée révolutionnaire.

Mouvement de mai :

Après une suite de luttes ouvrières qui prirent souvent une forme violente (Nantes, Rhodiaceta, Redon, Dassault, etc.), l'explosion de mai a débuté par la contestation des étudiants d'un mode de formation qui les conduisait à être soit des exploiteurs soit des exploités.

Ce mouvement s'est trouvé en profonde identité de vue avec la classe ouvrière qui ,immédiatement a manifesté par la grève générale et sa continuation (réponse aux accords de Grenelle) son refus de l'aliénation.

Les acquis du mouvement de mai :

— Prise de conscience de la classe ouvrière de sa force et par là-même démonstration de la faiblesse des forces capitalistes.

— L'action des travailleurs et des étudiants était dynamique et positive parce qu'elle avait rompu avec les schémas d'actions parlementaire, de revendications catégorielles et des tendances réformistes d'évolution démocratique de la société capitaliste, vers une société meilleure.

— La recherche d'une nouvelle forme de société ,dans laquelle l'aliénation par l'assujettissement au produit consommable en vue du développement du profit capitaliste soit impossible. Cette nouvelle forme de société ne pourra être que socialiste.

— Le moteur de toute action révolutionnaire demeure la **lutte de classes.** Celle-ci prend une forme violente que par la répression et la guerre civile que le capitalisme utilise pour se maintenir au pouvoir.

RÉPRESSION A L'I.E.D.E.S.

Institut d'Etude du Développement Economique et Social. Directeur : F. Perroux, démissionné en Mai par l'ensemble des étudiants, enseignants, membres du personnel administratif et de recherche. Fonction : produire les cadres nécessaires à la politique néo-colonialiste française. Particularité : seul établissement actuellement fermé.

Le 8, au cours d'une assemblée générale, il est décidé de tenir un meeting pour le 10 à 15 heures devant les locaux, boulevard Arago. Ce jour-là, en effet, doivent se tenir en un lieu inconnu des examens bidons organisés clandestinement par Perroux.

Le but du meeting : obtenir la réouverture de l'Institut et dénoncer les multiples (et toujours originales) manœuvres de Perroux.

Force est de constater que Perroux reste fidèle a ses projets de participation... avec les flics.

15 h 30, alors que le premier orateur venait de prendre la parole, une centaine de flics viennent prêter main forte à la vingtaine d' « appariteurs » déjà en place. Matraquages violents, poursuites. Une vingtaine d'arrestations de camarades français et étrangers.

Dans le même temps, de proches collaborateurs de Perroux prenaient, en son nom, des contacts (discrets) avec des étudiants du Comité paritaire. Ces messieurs désiraient « connaître notre point de vue sur les modalités d'organisation des examens et les suggestions et propositions que nous jugions utile de formuler ».

Les étudiants viennent de prendre connaissance des leurs. Ils n'en resteront pas là.

Il est clair pour l'ensemble de ceux qui depuis plusieurs mois se battent :

— que les examens ne peuvent avoir lieu que sous le contrôle du Comité paritaire et selon les modalités définies par lui ;

— que dissocier la question des examens du reste du « contentieux I.E.D.E.S. » relève de l'aberration pure et simple (ou du domaine marécageux des manœuvres.

M. Perroux va très certainement protester énergiquement contre ces nouveaux matraquages.

Il exigera surtout la libération des camarades français et étrangers (dont le statut est toujours incertain) qui ont été arrêtés. Comment pourrait-il en aller autrement pour un homme qui est reconnu par ses proches collaborateurs comme étant le « seul capable de maintenir cette Maison (I.E.D.E.S.) dans la voie large et généreuse de l'aide efficace aux pays sous-développés et de garder le rayonnement de l'Institut partant dans le monde aussi bien en Amérique latine que dans les pays de l'Est ».

DANS L'AISNE UNE NOUVELLE AFFAIRE SOULIÉ

Soulié, mandarin de l'hôpital Broussais qui n'a pas trouvé d'autres moyens pour montrer son savoir que de licencier les meilleurs médecins de son service n'est pas un exemple isolé. Il a des disciples dans les milieux médicaux. En répression, pas en cardiologie. C'est ainsi qu'à l'hôpital psychiatrique de Prémontré, dans l'Aisne, selon l'expression même du directeur c'est l'heure de « l'épuration ». Déjà, une première série de mesures s'est abattue sur les internes. Pour l'un on profite de sa non-titularisation pour le renvoyer par arrêté préfectoral sans que lui soit reprochée la moindre faute professionnelle. Un autre est suspendu de ses fonctions et déféré devant un conseil de discipline pour des faits vieux de plusieurs mois et sans rapport avec son travail. Un troisième est accusé d'une faute de service imaginaire. L'administration ne semble pas se priver de donner une valeur exemplaire à ces mesures prises contre « les meneurs ».

Quand on saura que l'hôpital de Prémontré se trouve dans la circonscription de M. Catiligaud, député UDR, qui s'est distingué en réclamant, dans une question écrite au premier ministre des sanctions contre les fonctionnaires ayant eu en mai et juin une « attitude antinationale » (sic) et que soient prises des mesures pour que de tels événements ne puissent se reproduire dans la fonction publique, on est en droit de s'interroger sur le zèle de certains.

SORBONNE : L'ACTION PAIE

A la Sorbonne, section lettres modernes, la suppression des épreuves de latin était exigée depuis longtemps. La réforme Fouchet avait rendu cette épreuve obligatoire alors que la plupart des étudiants n'avaient jamais fait de latin dans le secondaire. Le doyen de la faculté, le directeur de l'Institut de français, celui de l'Institut de latin après avoir accepté de supprimer l'épreuve de latin, sont revenus sur leur décision, entraînant un mécontentement justifié des étudiants. Ceux-ci ont occupé, le jeudi 10 octobre, à 18 h. l'Institut de français, faisant savoir qu'ils resteraient **jour et nuit** dans les locaux jusqu'à satisfaction de leur revendication. Vers 23 heures, le secrétaire général de la faculté venait annoncer que l'épreuve de latin était supprimée.

Là où les délégations chargées de négocier avec les autorités s'étaient enlisées, l'action directe, **une fois encore, a payé.**

SONDAGES : FERNIOT MANIPULE

« France-Soir » a fait affectuer par l'I.F.O.P. un sondage sur la réforme de l'Enseignement Supérieur. Fernoit le présente le 9-10-68 sous le titre : **« 7 Français sur 100 seulement, hostiles à la Réforme. »**

Il ne dit pas exactement le libellé des questions posées. On comprend que la première est quelque chose dans le genre « avez-vous entendu parler de... ». 70 % des personnes interrogées répondent oui.

On demanda alors à celles-ci si elles étaient favorables ou hostiles. Ferniot nous informe alors que 41 % répondent oui et 7 % non.

A partir de là, il y avait deux manières d'interpréter les chiffres. La première fut celle de Ferniot : Contentement général de la population à part une poignée d' « enragés ». L'autre, c'est la nôtre : 41 % des interlocuteurs informés, cela représente 28,7 % du **total.** 7 % représentent eux-mêmes 10 % du total. Nous devons donc penser que 61,7 % du total étaient sans opinion (61,3 + 28,7 + 10 = 100). En additionnant ces 61,3 % et les 10 % précédents, on en arrive très rigoureusement à la conclusion que

71,3 % des Français ne se déclarent PAS favorables à la réforme !

Les sondages pseudo-scientifiques disent ce que les politiciens veulent **leur faire dire !**

Dans la course à la révolution « l'Huma-Dimanche » n'aura pas la médaille d'or.

A BAS LA LIBERTE DE LA PRESSE

Il est intolérable qu'on accepte encore les mensonges quotidiens de la grande presse.

Il est intolérable qu'un coup de téléphone de l'Elysée fasse changer les titres des journaux d'une édition à l'autre.

Il est intolérable que Hachette puisse assassiner des journaux avec la complicité d'une loi faite sur mesure.

Il est intolérable qu'un journaliste n'ait droit qu'à être chassé s'il dénonce les mensonges qu'on lui fait signer.

Il est intolérable que le monopole sur la T.V. et les radios permette au pouvoir de camoufler ses crimes.

Il est intolérable que la bourgeoisie possède dans ses coffres-forts et dans ses portefeuilles le monopole de l'information, ce quatrième pouvoir de l'Etat, et qu'elle le maintienne par une répression féroce contre toute liberté politique.

Il a fallu les pavés pour qu'on sache que les étudiants n'étaient pas les moutons bien gras voués à devenir les chiens de garde des usines, des bureaux et des facultés.

Il a fallu les fourches et les tracteurs, il a fallu les usines conquises par la force, il a fallu des millions de grévistes pour qu'on voie que les travailleurs possèdent la force de liquider enfin ce régime qui les étouffe depuis dix ans.

Les étudiants ne veulent plus que la parole soit réservée à la vieille garde réactionnaire des professeurs, aux groupements « bidon » que le régime a fait fleurir après mai, que les journaux inventent de toutes pièces de soi-disant désordres pour faire donner les flics, que le nombre de leurs manifestants soit divisé par deux ou par dix.

Les paysans ne veulent plus être traités par le mépris ou la dérision par une presse aux ordres de ceux qui les exploitent avec l'aide du sabre et du goupillon.

Les travailleurs ne veulent plus voir les grèves ignorées ou minimisées, leurs militants dénoncés à la répression patronale, leurs revendications ignorées.

Une information libre est insupportable à ce régime. Il le prouve chaque jour en frappant les journaux militants par tous les moyens, légaux ou non : les vendeurs attaqués par les barbouzes, gardés 24 heures par les flics, les journaux déchirés ou jetés à la Seine. Et puis les saisies, les perquisitions, les procès, les amendes en cascade. Un seul principe : frapper à la caisse. C'est notre point faible, c'est leur seule force.

Mais c'est de vous que dépendent leurs journaux. De vous qui achetez tous les mensonges du pouvoir. Vous aussi vous pouvez les frapper à la caisse !

NE VOUS EN PRIVEZ PAS !

L'arme des travailleurs, c'est la grève, la grève qui dépossède d'un seul coup les patrons de ce qu'ils ont volé. Notre arme à tous, c'est être informés.

Quand tous les lecteurs de la grande presse sauront voir à travers les titres sur cinq colonnes les bénéfices des actionnaires, la censure de l'Elysée ou les consignes des annonceurs; quand ils verront tous à travers les habits de l'empereur — Hachette, France-Soir et la glorieuse télévision — alors le pouvoir sera tout nu !

PAYEZ-VOUS "France-Soir" ET...

HACHETTE-LA-PIEUVRE

Aussitôt la Libération passée, les propriétaires des journaux reviennent : on achète les titres, ou les journalistes, les deux parfois, on épure à l'envers. Les « responsables issus de la Résistance » se soumettent ou partent après le salut d'un dernier éditorial amer.

Restent les Messageries Françaises de Presse, la diffusion coopérative : en bonne loi capitaliste, la façon dont on vend vaut mieux encore que ce que l'on vend. A la faveur de difficultés de gestion, la maison Hachette qui avait perdu en 1944 son monopole de diffusion, offre ses services et son expérience.

Capitulation : Hachette prend 49 % des parts des Messageries qui deviendront les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (N.M.P.P.). Il suffit de quelques sociétés filles supplémentaires pour dépasser sournoisement la majorité. Tout est en place : Hachette-la-pieuvre va prospérer dans l'information écrite dont aucun domaine ne saurait plus lui être étranger.

Le Livre de Poche, **France-Soir**, l'édition, **Elle, France-Dimanche,** les N.M.P.P. voilà les marches avancées de l'Empire. On voudrait nous faire croire qu'Hachette est une bonne librairie, que M. Lazareff — on nous le montre à la Télévision où il a, paraît-il quelques pouvoirs — est le directeur d'un journal d'information. C'est faux. L'Empire a un capital — Hachette-la-pieuvre — un Empereur-P.D.G., le marquis Ithier de Roquemaurel, successeur de son oncle Robert Meunier du Houssoy, héritier Hachette par les femmes.

Hachette édite — sous son nom, sous le nom de Stock, de Grasset, de Fayard, de Fasquelle, rachetés. Hachette, c'est aussi les millions d'exemplaires du Livre de Poche. Hachette diffuse : la quasi-totalité des livres passe par ses services, y compris ceux de Gallimard (les seuls éditeurs importants qui aient pu jusqu'à présent s'échapper sont la catholique Bonne Presse et les affairistes Presses de la Cité).

Hachette possède France Edition et Publication (F.E.P.), qui publie **France-Dimanche, Elle, Le Journal du Dimanche, Paris-Presse** et **France-Soir** (parmi les salariés, M. Lazareff). Hachette s'amuse avec quelques revues, **Réalité, Connaissance des Arts,** etc.

Au Syndicat de la Presse Parisienne, qui représente la presse auprès du gouvernement dans tous les Conseils d'administration mixtes, le Président Henri Massot peut rappeler à ses interlocuteurs qu'il est aussi président des N.M.P.P. et gérant de la F.E.P. — le bras droit de la pieuvre. Régie-Presse, qui a le monopole de la vente de l'espace publicitaire de la F.E.P., s'appuie sur la plus grosse société française de publicité, Publicis de Bleustein-Blanchet.

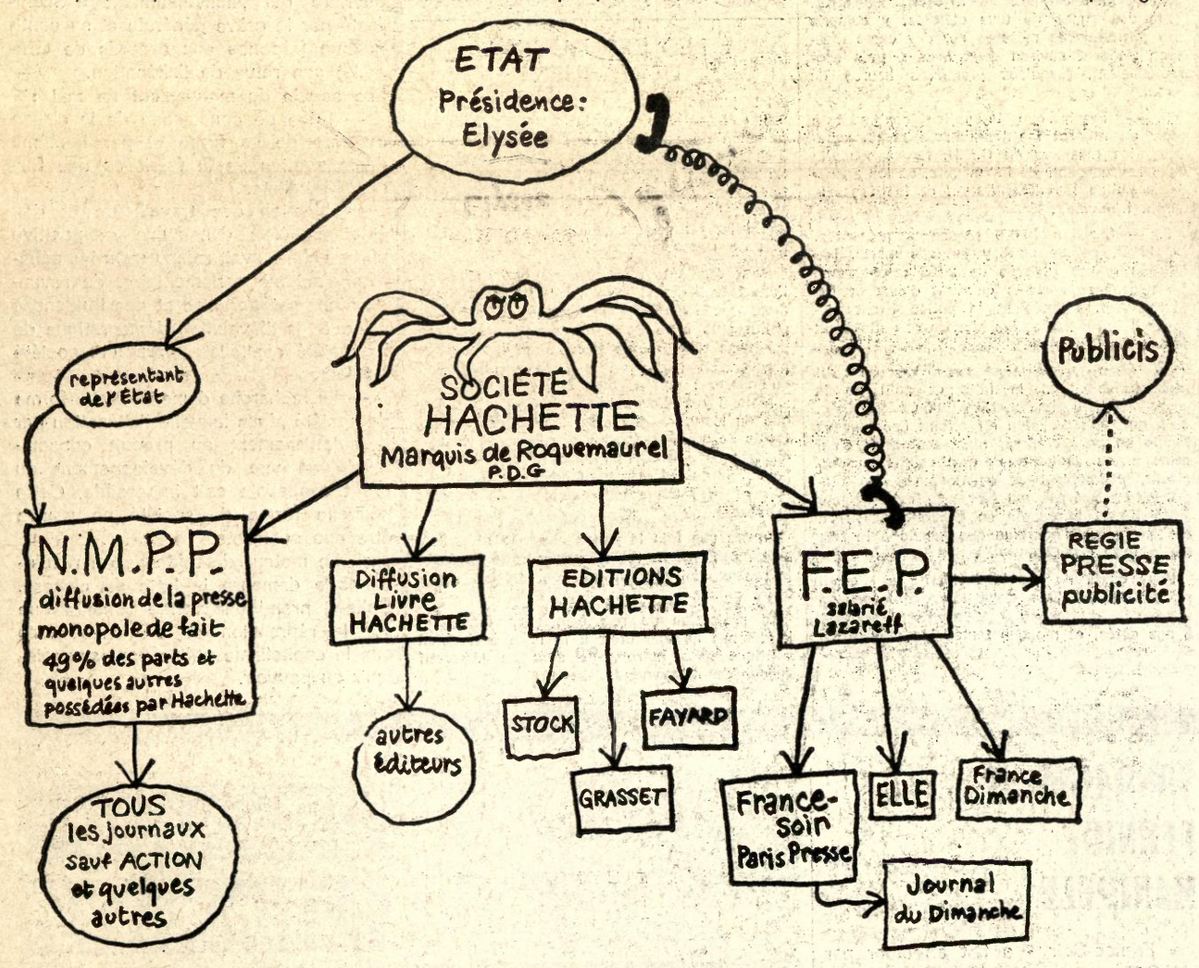
Sauf **Action** et quelques autres, tous les journaux français dépendent des N.M.P.P. pour leur diffusion. Officiellement, pas de monopole, puisqu'il existe deux autres messageries : Transport-Presse pour l'**Aurore** et **le Figaro** et les Messageries Lyonnaises. Mais, sur Paris, l'**Aurore** et le **Figaro** sont diffusés par les N.M.P.P., seule la province étant abandonnée à Transport-Presse qui, de fait, est devenu une dépendance d'Hachette-la-pieuvre. Les Messageries Lyonnaises diffusent des journaux lyonnais — ce qui n'est pas un cadeau. Le contrôle des N.M.P.P. sur la diffusion est direct ou indirect. Les librairies du métro et de la S.N.C.F. sont des concessions de la Librairie Hachette qui dans ce cas est doublement bénéficiaire en tant que patron des N.M.P.P. et en tant que cliente des N.M.P.P., percevant le pourcentage réservé à tous les diffuseurs. « Paris-surface », c'est-à-dire 2 500 marchands est servi par les N.M.P.P. Les 4 000 grossistes et 35 000 détaillants de province sont clients des N.M.P.P., mais dans les 20 plus grandes villes, les dépositaires sont desservis directement par Hachette. Enfin l'étranger est un domaine quasiment réservé à Hachette. Le pouvoir de la Pieuvre sur les publications et sur les marchands de journaux est sans limite. Il se chiffre : 60 % du produit de la vente d'un journal va à l'éditeur, 20 % aux N.M.P.P. et 20 % aux diffuseurs. En droit rien n'empêche une publication, membre d'une des cinq coopératives de la Société N.M.P.P., de contrôler sa diffusion. Dans la réalité aucune publication n'a un service de vente capable de surveiller le déroulement des opérations. Le chiffre des invendus ne parvient à la connaissance des directeurs de publication que longtemps après le tirage de tel numéro. En affaires le pessimisme n'est pas de rigueur : la tentation est grande pour les N.M.P.P. d'assurer les directeurs de publication que la diffusion marche à merveille. Vient le moment où le bilan des invendus est présenté à l'éditeur : d'un seul coup la trésorerie est enfoncée. Pour continuer à publier, il faudra les bons offices d'Hachette-la-Pieuvre. Il y a là de quoi calmer toute intempérance politique, du moins toute velléité de contestation du pouvoir légal de la Pieuvre. Celle-ci n'intervient pas directement dans le contenu des journaux, sauf dans ceux qu'elle édite (F.E.P.). Les N.M.P.P. diffusent aussi volontiers les journaux fascistes que les journaux communistes. Ses pressions s'exercent par la façon dont est organisée la diffusion. Un détaillant syndicaliste C.G.T. reçoit cinquante exemplaires de l'**Huma** tandis qu'un autre détaillant plus dépolitisé en recevra 150 qu'il ne mettra pas en évidence sur son étalage. On peut envoyer 500 exemplaires du **Nouvel Observateur** à Cajarc et 10 au kiosque du campus de Grenoble.

Le pouvoir absolu d'Hachette-la-Pieuvre, s'appuie naturellement sur l'exploitation scandaleuse des marchands de journaux. Le marchand n'est pas un employé des N.M.P.P. et, à ce titre, n'a pas les avantages des salariés. Mais il n'est pas, non plus un partenaire indépendant.

Exploité, isolé, il décharge et classe des kilos de papier. Tous les journaux qu'il diffuse, il les achète d'abord aux N.M.P.P. (le nombre étant fixé par le calculateur électronique des N.M.P.P.). Il perçoit une marge bénéficiaire sur chaque exemplaire vendu. Les invendus lui sont repris par les N.M.P.P. au bout d'un laps de temps dont les N.M.P.P. sont seules juges. L'argent des marchands sert de masses de manœuvre financière aux N.M.P.P..

La marge bénéficiaire des diffuseurs a été rabaissée de 20 % en 1952 et de 10 % en 1959. En mai-juin 1968 ce fut l'explosion. L'unité d'action de la C.G.T. et des adhérents du syndicat présidé par Marcy a apporté des résultats importants : au bout de trois jours de grève, le comité d'action intersyndical a signé un acord avec certaines publications (55 % d'augmentation de la marge). Les marchands ont assuré en dehors de N.M.P.P. la diffusion de ces publications. Aujourd'hui ce Comité se transforme en une Organisation de la Diffusion des Editions de Presse et Publications.

Peut-être en naîtra-t-il un jour une réelle coopérative des diffuseurs de presse pouvant doubler les N.M.P.P. A la base, syndiqués et non-syndiqués continuent une lutte plus directe dans des comités d'action révolutionnaires, notamment le comité des apprentis révolutionnaires du Livre, en rapport avec le C.A.E.T. et le comité de base des N.M.P.P. qui publie **Voie Nouvelle,** bulletin d'information. Premiers coups d'épingles dans les tentacules de la Pieuvre.



FRANCE-SOIR AU HASARD

France-Soir a plusieurs éditions. Il vaut mieux en lire deux plutôt qu'une : les titres changent, valsent, se contredisent, quelques informations s'effacent de la première à la dernière : il y a des ministères, un Elysée et des téléphones. Le premier mouvement de France-Soir est rarement le bon. Mais le second est souvent pire. Voici les divers titres de la dernière semaine :

PREMIERE EDITION	DERNIERES EDITIONS
MARDI 1er	
PAGE INTERIEURE	
— Les examens commenceront le 23 octobre à la Sorbonne.	Idem.
— Les examens refusés à Clermont-Ferrand.	Disparu.
JEUDI 3	
UNE	
— Ce qui se passe dans les lycées une semaine après la rentrée. A Turgot, le proviseur tente de repousser les assaillants (+ grande photo).	Disparu.
PAGE INTERIEURE	
— 500 arrestations hier à Paris après la manifestation étudiante de solidarité aux étudiants de Mexico.	Idem.
— E. Faure : Des mesures pour faire passer les examens même si l'agitation reprend.	Idem. Ajout : Sauvageot : « E. Faure est l'homme des dialogues ».
VENDREDI 4	
UNE	
« Quand cessera votre tolérance Monsieur Edgar Faure ? », demande un député.	Idem.
SAMEDI 5	
UNE	
— Les prédécesseurs d'Edgar Faure jugent la réforme.	Idem.
— L'adresse au service de la sécurité.	— Peyrefitte : Prudence.
— Leroy (P.C.) : des éléments positifs.	— Le secret de réussir. — Le P.C. : Approbation nuancée.
DIMANCHE 6 - LUNDI 7	
UNE	
— E. Faure soutenu par l'opposition et critiqué par les gaullistes.	E. Faure soutenu par l'opposition.
— Trois manifestations hier après-midi.	— Sorbonne : Premier accord sur les examens.
— Maisons de jeunes : plus de politique.	— Les étudiants en médecine réclament la sélection.
JEUDI 10	
UNE	
— Refonte du primaire et du secondaire déjà à l'étude alors que l'Assemblée discute encore de la réforme du Supérieur.	Idem.
— Edgar Faure n'a contre lui qu'une dizaine de députés gaullistes.	Disparu.
PAGE INTERIEURE	
— Mes élèves sont devenus plongeurs, chômeurs ou repris de justice, révèle le professeur d'un collège technique.	— Mes ex-élèves sont devenus plongeurs, chômeurs ou repris de justice.
— Une assemblée générale mouvementée dans un lycée parisien.	Disparu.
— A la Fac de Sciences, plus d'un tiers d'élèves en trop.	Disparu.
— Dany le Rouge devient éditeur en famille.	— Formation professionnelle : indemnités égales aux bourses scolaires pour les moins de 18 ans.
— Les 1re, 2e, 3e années de Médecine : pas d'oral pour les reçus à l'écrit.	Disparu.

SI LES JOURNAUX NE VOUS PLAISENT PAS, RENDEZ-LES AUX MARCHANDS !

Vous n'avez pas le choix : vos journaux sont des journaux bourgeois. L'irritation et le courrier des lecteurs ne servent à rien. Qu'arriverait-il si vous rapportiez tous les matins à votre marchand le journal de la veille ? A la base, ce serait le grand engorgement de la presse pourrie, le retour des faux invendus, la pagaille dans le monopole de la distribution. C'est le premier acte de notre campagne.

En face de votre kiosque, affichez la double page d' « Action », faites des journaux muraux en collant et en commentant les journaux bourgeois.

CETTE CAMPAGNE EST A SUIVRE : INVENTEZ-LA !